

# La Belgique a-t-elle encore un avenir ?

Hôtel de ville de Morlanwelz

8 octobre 2010

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président

Monsieur le Vice Président,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je suis très heureux d'être aujourd'hui parmi vous pour vous parler d'un thème qui nous touche tous directement, l'avenir de notre pays.

Cela fait des décennies que l'on parle de la fin de la Belgique.

Je constate qu'elle est toujours là! Et je reste confiant.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire "**Cessons de nous faire peur**". **Il faut arrêter de jouer la politique du pire. Arrêtons de parler de plan B et repensons le fédéralisme positivement ; rétablissons la confiance. Nous ne négocions pas la fin de la Belgique**

Le monde entier est intrigué par notre pays et par ce qu'on serait tenté de décrire comme une frénésie institutionnelle : 5 réformes de l'Etat : Les partis flamands demandeurs, d'une autonomie plus grande sur un ensemble de matières qui conditionnent la prospérité flamande. Les partis francophones, réticents à tout ce qui pourrait saper la solidarité intra-belge..., et en final, la

nécessité de se parler pour trouver un consensus cohérent sur l'avenir de notre pays.

Cette réalité doit être affinée.

En effet, si la fin de la Belgique n'est pas ressentie comme un drame en Flandre, il faut également souligner qu'en Flandre, tout le monde n'aspire pas au démantèlement du pays. Selon le dernier sondage de la Libre Belgique, seul 12% de la population aspire à la séparation.

Par contre, la plupart des acteurs politiques flamands aspirent à plus de régionalisation ou autrement dit plus de dé-fédéralisation, en raison notamment - à tort ou à raison - d'une très forte lassitude de "L'Etat PS", de son immobilisme, de "la mal gouvernance".

43% des Flamands souhaitent la poursuite de la régionalisation qui n'est en rien synonyme d'une fin de la Belgique.

## **(1. dialogue entre communautés)**

Face au contexte actuel, il faut à nouveau faire preuve de lucidité et de détermination.

### *(a) Le dialogue*

Faire preuve de lucidité: Il faut accepter une profonde réforme de l'Etat et donc de transférer aux Régions une importante responsabilité des choix politiques qui ne doit entraîner ni appauvrissement, ni concurrence fiscale déloyale. Dès lors, nous devons nous organiser entre francophones et poser nos propres demandes, fermement et sereinement :

- Le maintien d'un Etat fédéral fort au service des citoyens et des entreprises de ce pays;
- Le respect des droits individuels de chacun, quel que soit son lieu de résidence;
- Le respect de la solidarité interpersonnelle qui fonde la sécurité sociale;
- Le respect de la loyauté entre partenaires.

Le refus brutal, irrationnel de Joëlle Milquet en 2007 "d'oser le dialogue communautaire" a été fort mal perçu en Flandre. Ce scénario du pire a choqué un certain nombre de Flamands et fait le jeu du Vlaams Belang.

Faire preuve de détermination, ensuite, pour avancer. Ma volonté, c'est de respecter le seul contrat que j'ai passé : celui avec le citoyen. C'est pour cela que je n'ai jamais hésité à négocier, à proposer, à demander, à exiger.

A jeter des ponts avec l'autre communauté, chaque fois que je le pouvais...ou à contrer fermement l'inacceptable, chaque fois qu'il le fallait. C'est pour cela et comme cela que je continuerai de travailler.

On ne peut pas refuser le dialogue avec les représentants élus de six millions d'habitants de ce pays.

Il faut dialoguer, de façon adulte et responsable, pour faire avancer notre Etat fédéral au bénéfice de tous. Il faut établir une relation de confiance entre les acteurs politiques.

Un reproche que l'on peut faire à nos deux Communautés, c'est justement ce manque de dialogue: si on parle volontiers de séparatisme politique, il ne faut pas négliger le séparatisme des opinions et des espaces publics: Nous n'avons pas ou pas suffisamment utilisé notre histoire commune pour apprendre à mieux nous connaître. Ce phénomène est amplifié par l'absence de médias et de partis communs. La Flandre et la Wallonie se méconnaissent un peu plus chaque jour, ne lisent plus les mêmes journaux, ne regardent pas les mêmes chaînes. Flamands et wallons se côtoient mais ne se connaissent plus.

L'absence d'un véritable espace politique fédéral, d'une circonscription fédérale unique fait que nous ne cherchons pas à nous connaître: nous, Politiques wallons, n'avons aucun compte à rendre aux électeurs flamands et vice versa.

Le dialogue intercommunautaire s'effrite et tend à disparaître.

Comme il n'y a pas d'opinion publique belge, il n'y a pas non plus de base pour la création d'une circonscription fédérale belge.

Il faut combattre ces processus de rétrécissement du champ de vision, de soumission à des prémices simplistes (stéréotype : la Wallon paresseux, les Flamands égoïstes ...) et à des formes de "conformisme groupal".

Caricatures et méconnaissances réciproques nourrissent confrontations et blocages.

Tout Etat fédéral a besoin d'éléments centripètes. Il suffit de regarder l'Allemagne, la Suisse, le Canada ou les USA pour voir

qu'il existe des partis nationaux. En d'autres termes, la légitimité comme l'efficacité de la prise de décisions souffre de l'actuelle organisation de l'Etat fédéral.

*(B) les limites du dialogue : fédéralisme)*

Les limites du dialogue entre nos communautés que je n'accepterai pas de franchir, ce sont les limites du fédéralisme.

Le fédéralisme est un système performant, bien plus d'ailleurs que la scission du pays en raison du fait que des comportements coopératifs permettent d'atteindre de meilleurs résultats que des comportements non coopératifs.

Il faut donc que cette réforme s'inscrive dans une perspective de maintien et de modernisation de l'Etat belge.

La scission du pays entraînerait une perte de bien-être économique pour l'ensemble du pays: entraves aux interdépendances économiques, pertes de recettes fiscales globales, affaiblissement de Bruxelles comme centre des interrelations économiques belges, partage de la dette qui s'élève à 345 milliards d'euros, soit un peu plus de 100% du PIB ...

Le système fédéral actuel pourrait être rendu plus performant en mettant l'accent sur la responsabilisation des entités fédérées pour autant que l'on sache clairement comment les compétences sont réparties et comment elles sont financées.

Cette plus grande responsabilisation des régions est inscrite dans les astres et je suis persuadé que la Wallonie est capable d'assumer son destin.

Le renouveau wallon, on le doit à des hommes comme Jean Stephenne, le patron de GlaxoSmithKline Biochemicals (GSK) qui a réussi à imposer la présence wallonne au sein d'un groupe d'envergure mondiale, à Eric Domb, Philippe Delaunois et bien d'autres.

La croissance de la Wallonie n'est pas moindre de celle de ses voisins, ses exportations ont moins soufferts de la crise et le taux de création d'activités y est légèrement plus supérieur qu'en Flandre.

### *(C) Une évolution équilibrée*

Chacun doit prendre conscience de ce qu'une évolution équilibrée est essentielle pour assurer la cohésion de notre pays, de son système fédéral et de ses institutions.

J'insiste sur ce mot : une évolution équilibrée.

Cela implique, selon moi, qu'il faut pouvoir envisager sereinement une Belgique accordant plus d'autonomie à ses entités fédérées ; il est important que tant les entités fédérées que le pouvoir fédéral disposent des moyens et des leviers nécessaires pour exercer les responsabilités qui sont les leurs. Il faut donc envisager sereinement certains changements – pas forcément uniquement du fédéral vers les entités fédérées, d'ailleurs – dans les répartitions de compétences entre entités fédérées et autorité fédérale. Toute réforme doit aboutir concrètement à offrir plus de droits à toutes les personnes concernées.

Une évolution équilibrée implique de lever leurs tabous, des « interdits », par rapport à d'autres demandes, de chaque côté. Concrètement, il faudra par exemple que les partis flamands soient prêts à discuter de la nomination des bourgmestres des communes de la périphérie.

Un principe absolu doit, je l'ai dit, présider à toute discussion : le respect pour les droits fondamentaux de tous les habitants de ce pays. Le respect pour l'autre communauté. Le respect pour les éléments et valeurs essentiels de notre vivre-ensemble, à commencer par le maintien d'une solidarité interpersonnelle forte dans le cadre d'un véritable fédéralisme d'union.

## **(2. la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV))**

Le dossier BHV est en soi assez symbolique: Il constitue un des derniers bastions d'affrontement linguistique depuis que la fédéralisation de compétences comme la culture et l'éducation a limité les frictions. Il est avec les facilités la dernière bataille du combat Flamand pour un territoire unilingue.

Une solution pourrait résider dans la reprise de l'arrangement des lignes élaborées en 2005.

On pourrait également comme l'avait proposé Guy Verhofstadt, penser à la création de trois circonscriptions électorales provinciales du Brabant flamand, du Brabant wallon et de la région

de Bruxelles-Capitale qui coïnciderait avec les frontières de la région de Bruxelles-Capitale.

Pour peu que l'on soit créatif, des tas de formules existent pour garantir et respectés les droits des flamands et des francophones.

## **Conclusion**

Une réforme de l'Etat est indispensable:

- la Belgique ne peut plus vivre dans un formatage qui n'est plus naturel.
- la stratégie de l'immobilisme et le fatalisme est la plus mauvaise option.
- nous devons négocier dans les meilleures conditions possibles l'amélioration du système fédéral.

Ce qui sera indispensable dans cette réforme de l'Etat, c'est de rétablir un équilibre entre le fédéral et les Régions/Communautés: les recettes fédérales ne permettent plus en effet de financer la sécurité sociale, les dépenses primaires et la dette.

Une question reste ouverte c'est celle de savoir si pour la première fois une réforme des institutions pourrait aussi avoir pour objectif de renforcer le niveau fédéral de pouvoir et, pas seulement les entités fédérées. (ex: le commerce extérieur (régionalisé)/ Affaires étrangère (relève du fédéral))

Nous devons arrêter de faire du bricolage institutionnel.

Nous devons voir ce que nous pouvons faire ensemble au niveau fédéral pour que la Belgique reste une valeur ajoutée pour toutes les entités et tous les Belges.

L'Etat central doit être une valeur ajoutée au travers de ses grandes fonctions régaliennes que sont la sécurité sociale, la défense, etc

En tout état de cause, la réforme de l'Etat ne sera justifiée que si elle conduit à un meilleur fonctionnement de l'Etat au service de tous les citoyens.

Je terminerai en disant que la Belgique de par sa mixité et sa diversité culturelle est un modèle de vivre ensemble, un des laboratoires de l'Europe.

Alors comme le disait Paul Henri Spaak, à l'occasion de la signature des Traités de Rome : « Tâchons de léguer au futur la source d'inspiration que nous puisons dans l'immortel passé ».